

# LA GRANDE FUITE. UNE MUTATION DU VOTE DES EXPLOITANTS AGRICOLES

Chloé Morin, Daniel Perron

25/02/2017

**À l'occasion de l'ouverture, le 25 février 2017, du Salon de l'agriculture, retrouvez un état des lieux de l'évolution des intentions de vote des agriculteurs par Chloé Morin et Daniel Perron, docteur en droit, spécialiste de politique agricole, pour l'Observatoire de l'opinion de la Fondation Jean-Jaurès.**

Les intentions de vote en vue de l'élection présidentielle à venir tendent à montrer une domination du Front national chez les agriculteurs. L'idée ne semble ni vraiment neuve ni vraiment surprenante, tant nous nous sommes habitués – bien malgré nous – à assimiler vote Front national et ruralité, vote agricole et vote rural. Pourtant, il faut mesurer à quel point cet ancrage des agriculteurs à l'extrême droite constitue une rupture majeure avec son ancrage politique historique. La dernière enquête réalisée par Ipsos pour le Cevipof, publiée en février, illustre très bien le phénomène.

Marine Le Pen se hisse – à l'instar de ses scores auprès de l'ensemble de la population – en tête des intentions de vote au premier tour pour les exploitants agricoles dans leur ensemble (c'est-à-dire actifs et retraités, à environ 26 %). Droite et extrême droite cumulées sont très largement majoritaires, alors que la gauche se voit quasiment réduite au seul vote Hamon (à peu près 13 %, sachant que le reste de la gauche obtient moins de 5 %). Le candidat socialiste est ainsi à niveau faible, mais finalement très proche du niveau de François Hollande en 2012. Il ne semble donc nullement pâtir d'une volonté de sanction spécifique du gouvernement, alors même que des actions parfois spectaculaires de protestation ont ponctué ce quinquennat.

Historiquement, il faut pourtant le rappeler, le vote agricole est bien installé à droite, sans aucune ambiguïté. La persistance d'une appartenance catholique forte (démontrée notamment par Bertrand Hervieu et François Purseigle en 2013) ancre traditionnellement les agriculteurs dans le champ de valeurs d'une droite conservatrice dont Jacques Chirac a sans doute su se faire le chantre le plus efficace au plan électoral.

Mais depuis 2007, tout se passe comme si cette situation était vouée à disparaître, avec une montée en puissance progressive du vote Front national. En 2007, Jean-Marie Le Pen recueillait seulement 13 % des votes agricoles. Sa fille atteignait 19,5 % en 2012, peu au-dessus de sa moyenne nationale, là où Nicolas Sarkozy, lui, obtenait encore 44 % au premier tour. Dans le même temps, François Hollande arrivait à capter seulement 13,5 % de l'électorat agricole. Au total, en 2012, l'ensemble des droites et du centre obtenait donc 76,5 % des voix de premier tour.

Malgré une forte baisse de popularité dans le monde agricole de 2007 à 2010, Nicolas Sarkozy avait réussi à gagner encore 12 points supplémentaires au premier tour de 2012 par rapport à 2007 (32 % - 44 %), alors que dans le même temps, le Front national en gagnait 6,5 et le Parti socialiste 5,5 (mais il faut dire que le score de 8 % des votes agricoles en faveur de Ségolène Royal en 2007 était alors historiquement bas).

La dynamique frontiste n'a fait que s'accroître depuis 2012, dans le monde agricole comme dans le monde rural. Aux régionales de 2015, si les communes rurales comportant des agriculteurs votaient moins Front national que celles n'en comportant pas, il est néanmoins à souligner que le Front national y recueillait plus de 26 %.

L'appétence pour la gauche restant très minoritaire, c'est bien au sein de la droite et du centre que s'effectue la redistribution des cartes. Il semble ici que les partis classiques aient perdu la main chez les exploitants, sur fond d'effondrement du candidat Les Républicains (LR). Ainsi, les enquêtes commandées par le Cevipof montrent les projections sont les suivantes (pour les électeurs certains d'aller voter) : Marine Le Pen 26 % ; Nicolas Dupont-Aignan 2,9 % ; François Fillon 22,4 % ; Emmanuel Macron 17 % ; Benoît Hamon 13,1% ; Yannick Jadot 2,6 % ; Jean-Luc Mélenchon 1,8 %. 14,2 % sont sûrs de voter mais ne choisissent pour le moment aucun candidat.

L'ancrage du vote agricole au Front national se conforte donc au fil du temps, et les résultats des enquêtes actuelles suggèrent que le Front national a encore des marges de progression, puisque qu'il existe un décalage du vote entre les générations. Là où les retraités agricoles restent en effet très majoritairement réfractaires au Front national et ancrés chez LR, les actifs eux, fuient les partis classiques. Ainsi, chez les exploitants actifs, Marine Le Pen recueille 30,1 % des intentions de vote tandis que François Fillon domine encore chez les retraités. Il est par ailleurs intéressant de noter qu'Emmanuel Macron, nouveau venu sur la scène politique, fait au moins jeu égal avec un candidat de droite pourtant habitué à dominer largement le vote des agriculteurs.

C'est donc bien à un vote de rupture auquel nous pourrions être en train d'assister (au moins chez les agriculteurs actifs). Rupture en regard des appartenances partisans traditionnelles de la

population agricole d'une part, mais peut-être plus encore rupture par rapport aux politiques menées jusqu'à présent. Sur ce point, il est évident que la crise récurrente depuis 2008, comme l'évolution de la perception des agriculteurs d'être de plus en plus des chefs d'entreprise, a pu considérablement ébranler les schémas idéologiques habituels, et nourrir une demande de solutions neuves et radicales. Le refuge auprès une candidate qui prône la renationalisation de la Politique agricole commune (PAC) voire le retrait de l'Union européenne est le signe d'une défiance majeure à l'égard de l'échelon européen et des politiques conduites en matière agricole, comme de ceux qui les ont impulsées, depuis un demi-siècle. Cette défiance est similaire dans de nombreux pays européens, au point qu'en Grande-Bretagne les agriculteurs ont voté à 58 % pour le brexit.

Cette prime à la radicalité ou à la nouveauté se retrouve dans les jugements portés par les agriculteurs sur les candidats. Ainsi, alors que seule une petite majorité estime que François Fillon veut vraiment changer les choses, ils sont 5 points de plus à le penser pour Emmanuel Macron et 13 points de plus pour Marine le Pen. Inscrit dans un monde rural majoritairement touché par la méfiance, la lassitude et la fragilité économique, le monde agricole s'éloigne de ceux qu'il a portés tout au long de la V<sup>e</sup> République en restant dans le camp de la droite républicaine. Quand bien même la majorité agricole estime que Marine le Pen n'a pas l'étoffe d'une présidente, elle s'installe en tête dans cette population.

Pour autant, les incertitudes à cette heure restent grandes puisque – de même que l'ensemble des Français – plus de la moitié des exploitants affirme pouvoir encore changer d'opinion. Deux inconnues vont être levées rapidement. Si l'on peut penser que le ralliement de Yannick Jadot à Benoît Hamon n'aura pas d'incidence au-delà d'un éventuel strict effet arithmétique poussant Benoît Hamon à un peu plus de 15 %, il reste à voir quel sera l'impact du ralliement de François Bayrou à Emmanuel Macron. La constitution d'un centre identifié à la volonté de renouvellement, avec son ancrage européen revendiqué, pourrait permettre à Emmanuel Macron d'espérer dépasser François Fillon. C'est bien alors à un rejet majoritaire des partis classiques par les agriculteurs que nous assisterions.

#### Sources :

Bertrand Hervieu, François Purseigle, *Sociologie des mondes agricoles*, Paris, Armand Colin, 2013

*Enquête électorale française : comprendre 2017*, vague 11, Cevipof, Ipsos, février 2017.

Ifop, Focus n°104, février 2014, *Votes paysans*.

Eddy Fougier, Jérôme Fourquet, *Le Front national en campagnes. Les agriculteurs et le vote FN*, Fondation pour l'innovation politique, octobre 2016.

